

Après les « gilets jaunes », un indice du mal-être territorial pour changer l'action publique

 lesechos.fr/economie-france/social/apres-les-gilets-jaunes-un-indice-du-mal-etre-territorial-pour-changer-

14 janvier
2020

Une étude du Conseil d'analyse économique montre que la perte d'équipements publics ou privés a pu avoir un rôle primordial dans la mobilisation locale autour du mouvement des « gilets jaunes ». Les chercheurs appellent à prendre en compte le bien-être local, et non les seuls critères économiques, dans la mise en place des politiques publiques.



Selon l'étude, parmi les communes qui ont connu une fermeture de supérettes ces dernières années, 30 % ont connu une mobilisation des « gilets jaunes », contre 8 % pour celles n'ayant pas vu une telle fermeture. (Sebastien ORTOLA/REA)

Par Renaud Honoré

Publié le 14 janv. 2020 à 17h41

Du « Sérotonine » de Michel Houellebecq au « Joker » cinématographique de Todd Philpotts en passant par des ouvrages plus savants comme « L'Archipel français » de Jérôme Fourquet, les grilles de lecture convoquées depuis un an pour essayer d'appréhender la crise inédite des « gilets jaunes » n'ont pas manqué. Le mérite de l'étude « Territoire, bien être et politiques publiques » rédigée par le Conseil d'analyse économique (CAE), un centre de réflexion attaché à Matignon, est d'exploiter une masse imposante de données pour donner corps aux multiples malaises qui se sont exprimés à travers cette crise sociale. Montrant, de la sorte, que le départ du gynécologue, la fermeture d'une supérette ou de tout lieu de socialisation peut avoir un impact plus fort sur le niveau de mécontentement à l'échelon local que le taux d'emploi.

« La crise des « gilets jaunes » est un mouvement de classes moyennes inférieures qui ont subi le déclassement de la commune où ils habitent, explique Yann Algan, professeur à Sciences-Po, l'un des trois auteurs de l'étude avec Clément Malgouyres et Claudia Senik. Mais « ce déclassement ne peut être expliqué par des catégories géographiques type « diagonale du vide » ou en fonction de la taille des villes. Il faut regarder plus finement commune par commune », poursuit cette dernière, professeure à Sorbonne universités et à l'Ecole d'économie de Paris.

Cinq facteurs

Pour cela, les chercheurs ont donc élaboré un indice du mal-être, pour « *quantifier avec des outils d'économistes les facteurs* » qui expliquent la crise sociale, selon Philippe Martin, le président du CAE. Pour chaque commune où une mobilisation « gilets jaunes » s'était produite en novembre et décembre 2018, les chercheurs ont cherché à voir si l'on pouvait trouver un lien avec cinq facteurs jugés clefs pour expliquer l'état d'esprit des populations : l'emploi, la fiscalité locale, la disparition d'équipements de commerces et de services publics de proximité, l'état du marché immobilier et la densité du tissu associatif local.

De ce travail, il ressort que la situation de l'emploi joue bien évidemment un rôle important dans le mal-être des populations. « *C'est moins le niveau du chômage que sa détérioration au cours des dernières années qui a un vrai impact* », précise Claudia Senik.

Disparition des supérettes

Toutefois, on s'aperçoit que ce facteur s'avère moins pertinent que les quatre autres pour comprendre le mécontentement social, particulièrement la disparition d'équipements publics ou privés. Les trois chercheurs montrent par exemple que 30 % des communes qui ont perdu une supérette ces dernières années ont connu un événement « gilets jaunes », alors que ce taux n'est que de 8 % pour celles qui n'ont pas vu de fermeture. « *La fermeture de la supérette, c'est souvent le dernier lieu de socialisation qui disparaît. Si l'on regarde les services publics, on voit que toute fermeture liée à l'éducation ou la santé joue sur le mal-être des habitants* », souligne Yann Algan.

Les trois chercheurs veulent mettre leurs outils à disposition des pouvoirs publics, pour

les aider à mener les politiques publiques à l'échelle locale. « *Il faut rééquilibrer les arbitrages entre équité et efficacité* », souligne Philippe Martin. L'étude préconise aussi d'en finir avec des dispositifs nationaux type ZRR (zones de revitalisation rurale), pour donner plus de leviers sur le terrain aux maires. Enfin, les chercheurs mettent en garde contre la tentation du « tout numérique » pour les maisons « France Services » voulues par l'exécutif en réponse au déclin des services publics locaux. « *Il faut que ce soit un vrai lieu de socialisation* », prévient Yann Algan.

Renaud Honoré

Emploi des seniors : un rapport pour une véritable révolution de société

Remis ce matin au gouvernement, le rapport Bellon-Meriaux-Soussan avance une quarantaine de propositions qui vont servir de base à la concertation express avec les partenaires sociaux, en parallèle de la réforme des retraites, sur l'emploi des seniors.

[Lire la suite](#)